

MÉVELLEC, Anne (2008) *La construction politique des agglomérations au Québec et en France. Territoire, gouvernement et action publique*. Québec, Presses de l'Université Laval. 291 p. (ISBN 978-2-7637-8603-2)

Martin Simard

Volume 54, numéro 151, avril 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/044388ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/044388ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

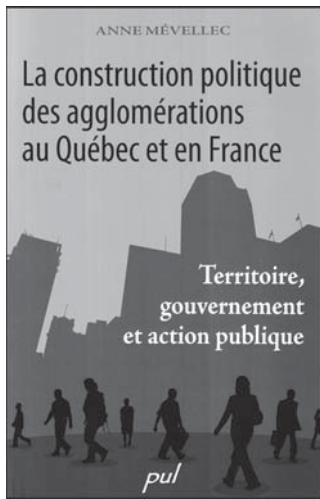
[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Simard, M. (2010). Compte rendu de [MÉVELLEC, Anne (2008) *La construction politique des agglomérations au Québec et en France. Territoire, gouvernement et action publique*. Québec, Presses de l'Université Laval. 291 p. (ISBN 978-2-7637-8603-2)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 54(151), 234–235.
<https://doi.org/10.7202/044388ar>

introduction avaient réussi à différencier avec brio les trois usages (pédagogique, géopolitique et méthodologique) de la métropole, n'aient pas fait le choix d'organiser l'ouvrage sur cette base. L'usage pédagogique se présente comme un outil permettant de penser le développement territorial et à terme d'imaginer une gouvernance métropolitaine alors que l'usage stratégique permet de reconnaître la portée géopolitique des métropoles (y compris au sein d'institutions comme l'OCDE) et que l'usage méthodologique permet d'élucider les modalités d'investigation.

Cynthia Ghorra-Gobin
Institut d'Études Politiques, Paris



MÉVELLEC, Anne (2008) *La construction politique des agglomérations au Québec et en France. Territoire, gouvernement et action publique.* Québec, Presses de l'Université Laval. 291 p. (ISBN 978-2-7637-8603-2)

Tiré d'une thèse de doctorat, cet ouvrage traite de la construction politique des agglomérations, c'est-à-dire principalement des regroupements de municipalités, de la gestion urbaine et métropolitaine et de la démocratie locale. En arrière-plan, on remarque le débat

politicogéographique sur le phénomène de *rescaling* (souvent traduit par le terme «reterritorialisation»), un débat lancé par l'Américain Neil Brenner. Celui-ci traite de la nouvelle répartition des pouvoirs entre les différents échelons de gouvernements. La perspective est comparative, les agglomérations de Saguenay (Québec) et de Rennes (France) servant d'exemples pour décrire des processus généraux. Sur le plan de la méthodologie, l'auteure fonde sa démarche qualitative sur des entretiens avec des acteurs-clés et des revues de presse. Regardons cela plus en détail.

L'introduction présente la problématique, qui tourne autour des concepts d'agglomération et de transition institutionnelle. Le concept d'agglomération est central dans la recherche. Il est défini comme étant l'addition de trois éléments: un territoire fonctionnel, une forme de gouvernement et un producteur d'action publique. Rennes et Saguenay ont récemment vécu une transition institutionnelle encadrée par les gouvernements supérieurs, transition dont les modes sont opposés, du moins en apparence (regroupement municipal *versus* coopération intercommunale). La thèse défendue par l'auteure est que les deux formes d'institutionnalisation produisent un même processus de construction politique des agglomérations, qui transforme les référents identitaires et le métier d'élu politique. De plus, ces changements institutionnels à l'échelle supralocale s'inspireraient, dans les deux cas, de l'école de la réforme plutôt que de celle des choix publics.

Le premier chapitre décrit les contextes institutionnels français et québécois. Rappelons qu'en France, les collectivités territoriales sont reconnues dans la constitution, que les élus locaux peuvent exercer plusieurs fonctions électives de manière concomitante et que le principe qui veut que le pouvoir de taxation soit limité aux élus de premier degré est moins présent. Par ailleurs, la politique locale au sein de l'Hexagone est caractérisée par la forte influence des partis politiques nationaux,

alors que cette influence est plus complexe et inégale au Québec. Ces divers facteurs contribuent à une conception plus politique du rôle des administrations locales en France pendant qu'au Québec, et dans l'ensemble de l'Amérique du Nord, ces administrations ou institutions sont généralement perçues comme des instances de services relativement apolitiques. Au Canada et aux États-Unis, le taux de taxe foncière serait le principal enjeu local, en particulier en milieu rural et au sein des villes petites et moyennes.

Les chapitres II et III constituent des monographies, pour reprendre le terme d'Anne Mévellec. Ainsi, les deux milieux d'étude sélectionnés sont décrits sur les plans historique, géographique et politique. Le chapitre sur Saguenay m'a interpellé davantage. Le portrait est fort bien documenté et correspond à la réalité malgré une petite erreur dans la description de l'histoire économique de la municipalité de La Baie (la mise en service de l'usine Port-Alfred, qui a récemment fermé ses portes, date de 1918 et non de 1970). La dynamique géopolitique du Haut-Saguenay au cours des dernières décennies est clairement illustrée, notamment les oppositions structurelles entre les trois villes de l'agglomération et entre les milieux urbains et ruraux, tensions qui ont d'ailleurs rendu non fonctionnelle la défunte municipalité régionale de comté du Fjord-du-Saguenay. L'auteure décrit fort bien la culture politique différente des trois villes avant la fusion et le désarroi des élus locaux devant le décret gouvernemental de juin 2001.

La deuxième partie du livre, qui contient les chapitres IV, V et VI, renferme des analyses pénétrantes sur la construction politique des agglomérations et le processus de transition institutionnelle. Trois grandes idées sont avancées et discutées avec assurance. Premièrement, il y aurait eu un conflit de légitimité entre les technocrates et les politiques durant la transition. À Saguenay, ces rapports de force très vifs se sont révélés entre les nouveaux élus et le comité de transition dans les mois qui ont précédé la mise en fonction légale de

la Ville de Saguenay (18 février 2002). Deuxièmement, on remarque la transformation du métier d'élu politique local, notamment par la hiérarchisation des élus liée à la création de comités exécutifs et de conseils d'arrondissement ainsi que la formation d'équipes politiques. Contrairement aux partis politiques formels, les équipes sont des alliances politiques ponctuelles et opaques entre le maire et certains candidats ou conseillers. En troisième lieu : la résistance des toponymes et gentils locaux associés à des identités communautaires, à laquelle s'oppose la construction identitaire des agglomérations.

En bout de ligne, disons clairement qu'il s'agit d'un excellent livre, indispensable aux observateurs des scènes saguenéenne et rennaise. L'ouvrage est fort bien écrit et il présente un équilibre intéressant entre l'étude théorique et empirique. L'auteure va bien au-delà de l'analyse de la dynamique d'acteurs et de leurs programmes et politiques, comme cela est souvent le cas en science politique et en administration publique. À mon sens, les principales conclusions sont la montée en force des maires d'agglomération, une dynamique politique locale plus distante du citoyen, de même que la difficile construction identitaire des agglomérations. Évidemment, il reste à vérifier dans quelle mesure ces constats fondés sur des études de cas se révèlent être universels. Ainsi, il faut bien convenir que l'agglomération de Saguenay est plutôt originale dans sa morphologie, sa composition sociale, son économie et sa culture. Néanmoins, on peut reprocher au texte d'être un peu désincarné. Par exemple, les tensions entre les technocrates et les élus de Saguenay ayant eu lieu durant la transition institutionnelle sont présentées comme des rapports de force d'une certaine noblesse, alors qu'elles relèvent plutôt de basses manœuvres politiques, à mon avis.

Martin Simard
Université du Québec à Chicoutimi

